

Initiatives ministérielles

Si le ministre veut un régime logique et équitable, pourquoi n'autorise-t-il pas le Comité permanent des finances à agir? Pourquoi ne permet-il pas à tous les députés de faire quelque chose? Le régime fiscal pourrait rapidement être remis en bon état, pour le bien de tous les Canadiens. Il serait beaucoup plus sensé de procéder de la sorte que de débattre de projets de loi et de sujets insignifiants comme nous le faisons en ce moment.

Je sais pourquoi le gouvernement croit devoir agir de la sorte. Aussi, je ne m'attarderai pas à cette question. Le gouvernement perd son temps à discuter de l'équité en matière d'emploi, par exemple, et à s'ingérer dans les salles de conférence des entreprises et dans les bureaux du secteur privé pour dire qui doit être embauché et pour surveiller l'application de ses décisions. Il ferait mieux de mettre en place un système qui donnerait davantage confiance aux gens, leur permettrait d'espérer dans l'avenir de leur pays et leur donnerait le sentiment que les politiciens, les dirigeants du pays veillent à leurs intérêts à long terme et non à court terme.

Nous avons un problème de déficit et d'endettement, mais la solution ne se trouve pas uniquement dans des réductions répétées des dépenses. Si c'est là notre seule solution, nous ne réglerons jamais le problème.

Dans leur souci de réduire leur déficit, de trop nombreux gouvernements craignent d'examiner d'autres moyens d'aider les entreprises et de créer des emplois. Le gouvernement ne peut pas continuer à dépenser et à stimuler l'économie par des subventions directes. Il doit mettre un terme à cette façon de faire. Nous devons examiner un système et une méthode qui évitent au gouvernement d'avoir à soutenir des personnes et des entreprises en grand nombre, à stimuler la création d'emplois et à financer la construction de patinoires pour le hockey. Il faut laisser plus d'argent aux entreprises. Je sais qu'il s'agit là d'un sujet délicat, monsieur le Président. Mes remarques ne visaient personne en particulier. Les joueurs de hockey ont ma sympathie, et j'aime bien les voir jouer.

Cherchons plutôt une façon de donner les moyens de créer des emplois à ceux qui savent comment le faire. Laissons-les agir là où ils sont le plus compétents. À mon avis, le secteur privé est mieux à même de créer des emplois que le gouvernement et les politiciens.

Il a fallu une quinzaine d'années pour que tout le monde le comprenne. Je crois que tous les députés à la Chambre commentent à y croire. Je demande au ministre des Finances de se rappeler ce qu'il a dit, il y a deux ans, lorsqu'il était du côté de l'opposition et qu'il critiquait le dernier budget du gouvernement précédent. Aujourd'hui, je critique son budget et le projet de loi C-90. Je sais que presque toutes les dispositions ont déjà été mises en oeuvre. Je critique ce qu'il fait en tant que ministre des Finances de la même façon qu'il a critiqué M. Wilson et M. Mazankowski.

Le ministre des Finances a eu la possibilité de faire quelque chose à ce sujet. Il n'a rien fait. Il a laissé les choses comme elles étaient. Il a laissé la Loi de l'impôt sur le revenu telle quelle, alors qu'elle devrait être examinée à fond et modifiée. Il nous faut une réforme fiscale en règle, qui réduise les taux marginaux. Le régime fiscal doit être équitable. Peu m'importe les moyens utilisés. Peu m'importe que ce soit au moyen d'un impôt uniforme ou pas. L'important est qu'on procède à une réforme fiscale

pour alléger immédiatement les impôts pour les Canadiens—particuliers et entreprises.

• (1620)

C'est ainsi que nous allons stimuler l'économie. C'est ainsi que nous allons créer un climat d'optimisme. C'est ainsi que nous allons garantir la sécurité d'emploi aux gens, qui se rendront à leur travail le matin en sachant qu'ils auront un emploi à la fin du mois suivant. C'est ça qui fait défaut à présent.

Peu m'importe combien d'argent le gouvernement consacre à la création d'emplois, ça ne marchera pas. Cela ne fait qu'augmenter les dépenses. Cela accroîtra en fait les pressions en faveur de l'augmentation des impôts. Cela va totalement à l'opposé des convictions du gouvernement et du ministre des Finances.

Le projet de loi C-90 est une ponction fiscale. C'est le type même de choses que le ministre des Finances condamnait quand il était du côté de l'opposition. Il veut l'équité. L'équité consiste à réduire les impôts. Elle consiste à réduire les dépenses. À réduire la taille du gouvernement, à avoir un gouvernement moins lourd, qui met moins son nez partout. L'équité consiste à rendre les choses plus équitables pour les gens de toutes conditions, à leur donner espoir—pas à leur donner de faux espoirs, pas à leur dire comme il leur a dit, qu'importe ce qui arrive, nous parviendrons à l'objectif de 3 p. 100 du PIB. C'est faire un saut à la perche de six pouces. Ce n'est pas un objectif difficile à atteindre étant donné les dépenses du gouvernement.

Un autre inconvénient des impôts et des dépenses élevés, c'est que nous ne sommes plus compétitifs sur le marché mondial. Notre situation est déjà pire que celle des États-Unis. Regardez ce que gagnent les joueurs de hockey là-bas et ce qu'ils gagnent ici. Ils veulent tous être payés en dollars américains. Pourquoi? Parce que les taux d'imposition sont moins élevés aux États-Unis qu'au Canada. Aux États-Unis, on veut même ramener le taux à 17 p. 100. Les Américains sont compétitifs et leur système de libre entreprise a mieux fonctionné que le nôtre. Le gouvernement s'immisce trop dans l'économie de notre pays. Ce qu'il nous faut, c'est un gouvernement qui mette moins son nez partout et dont la participation soit moins directe. C'est ainsi que nous pourrions éliminer ce lourd fardeau fiscal. C'est le fait que les régimes fiscaux ne sont pas compétitifs qui poussent les gens à agir d'une façon qui nuit aux recettes de l'État.

Je mets le ministre des Finances au défi de remplir les trois promesses, de trouver une solution aux préoccupations qui étaient les siennes quand il était porte-parole de l'opposition pour les finances. Il avait alors dit qu'il y avait trois choses pour lesquelles il se battrait, trois choses dans lesquelles il croyait et qui, estimait-il, devaient être examinées. Je voudrais bien que le ministre des Finances mette en pratique ce qu'il prêche.

M. Ron MacDonald (Dartmouth, Lib.): Monsieur le Président, j'ai écouté le député de Calgary-Centre avec beaucoup d'intérêt et de sympathie. Je suis de ceux qui croient que le régime fiscal est tellement désorganisé qu'on ne peut probablement pas le corriger et qu'il serait préférable d'adopter une méthode nouvelle et innovatrice pour les questions fiscales.

Le député a mentionné deux points très intéressants. Dans le premier cas, je crois qu'il peut s'agir d'un début de conversion du député réformiste au sujet des compressions, du moins je